

BRETAGNE N°11 BLEU MARINE ÉTÉ 2023

La lettre du groupe Rassemblement National au Conseil régional de Bretagne

L'ÉDITO DE GILLES PENNELLE



Le discours toxique des « écolos »

Depuis 2021, le Conseil régional de Bretagne est pollué par les discours toxiques d'élus prétendument « écologistes » : attaques contre l'agriculture bretonne, contre la pêche, contre le tourisme et opposition systématique à tout projet de réindustrialisation ! Adeptes de l'écologie punitive, ces élus s'érigent au rang de juges et lancent des fatwas permanentes. Ils ne se contentent pas de combattre le sapin de Noël ou le Tour de France, ils s'en prennent systématiquement à nos activités créatrices de richesses, celles qui permettent aux Bretons de vivre et de travailler chez eux. Le Président de la Région Loïg Chesnais-Girard avait fait le choix judicieux de ne pas s'allier avec ces élus dits « écologistes ». Cependant, il ne peut s'empêcher de relayer maladroitement leur discours et d'introduire dans les bordereaux présentés aux élus régionaux des décisions inspirées par leur idéologie. Loïg Chesnais-Girard ne courra jamais assez vite derrière ces ayatollahs de la verdure, leur surenchère liberticide est infinie !

Le renoncement du groupe Le Duff d'installer son usine Bridor à Liffré vient consacrer l'échec de son programme résumé par sa formule « les usines et l'écologie ». La Bretagne est forte de son agriculture, de sa pêche, de son attractivité touristique et de son industrie ! Le Rassemblement National, en combattant sans faiblesse les grands prêtres de l'obscurantisme et de la décroissance, le rappelle à chaque instant !

Gilles PENNELLE

Président du groupe des élus RN au Conseil régional de Bretagne

UNE BRETAGNE
SANS AGRICULTEURS,
SANS PÊCHEURS,
SANS TOURISTES, SANS
SALARIÉS DE L'INDUSTRIE...
VOILÀ LE PROJET
DES PSEUDOS « ÉCOLOS »
AU CONSEIL RÉGIONAL



LA BRETAGNE FORTE DE SON AGRICULTURE, DE SA PÊCHE, DE SON INDUSTRIE ET DE SON ATTRACTIVITÉ TOURISTIQUE EST AUJOURD'HUI GRAVEMENT MENACÉE PAR LES APÔTRES DE LA DÉCONSTRUCTION ET DE LA DÉCROISSANCE !

DE CALLAC À MONTGERMONT... LE GOUVERNEMENT VEUT IMPOSER DES IMMIGRÉS EN BRETAGNE

Pour « soulager » l'Ile-de-France submergée, le plan Darmanin de répartition imposée des immigrés dans les zones rurales commence par la Bretagne...

À Montgermont, le Gouvernement installe un « sas » selon les propres termes de la préfecture, pour y installer des migrants venus d'Ile-de-France avant de les répartir dans toute la Bretagne. Il est purement scandaleux que ceux qui ont été incapables de faire vivre nos villages, d'y maintenir nos emplois, nos services publics, nos écoles et nos médecins, trouvent subitement beaucoup d'argent et de moyens pour y imposer des immigrés entrés clandestinement sur le territoire.



Comme depuis toujours, le Rassemblement National s'oppose politiquement et pacifiquement à la submersion migratoire, comme il l'a fait avec succès par l'action de notre conseiller régional, Gérard de Mellon, à Callac dans les Côtes d'Armor. Nous sommes les seuls au Conseil régional à dénoncer ces installations imposées aux Bretons : les migrants ne doivent pas être répartis en Bretagne, ils doivent repartir chez eux !



Lorient



Rennes

VIOLENCES DE L'EXTRÊME-GAUCHE : LE SILENCE COMPLICE DE LA GAUCHE EN BRETAGNE

Commissariats incendiés à Lorient et à Rennes, vitrines pulvérisées et commerces pillés en présence des commerçants apeurés, forces de l'ordre attaquées et blessées, mobilier urbain détruit à Brest... Une nouvelle fois, les milices cagoulées d'extrême-gauche ont semé la terreur en toute impunité dans les grandes villes bretonnes. Ces scènes de chaos ont terni à la fois la mobilisation légitime des dizaines de milliers de bretons contre l'injuste réforme des retraites mais aussi l'image de la Bretagne aussi bien en France qu'à l'international.

Les élus de gauche, à commencer par le Président de Région Loïg Chesnais-Girard, sont toujours silencieux lorsqu'il s'agit de condamner ces violences. Pire, la Maire PS de Rennes a même financé une odieuse exposition anti-police aux frais des contribuables ! Au Conseil régional de Bretagne, les élus Rassemblement National ont déposé un vœu demandant au Gouvernement de démanteler ces milices d'extrême-gauche... Les élus PS, PCF, « verts », LR et macronistes ont voté contre.

LE « ZAN » ? UNE NOUVELLE MENACE POUR LA BRETAGNE

Aurons-nous encore le droit de construire chez nous ? L'objectif ZAN (Zéro Artificialisation Nette) créé par la loi Climat de 2021, concernera bientôt chaque famille, entreprise ou collectivité. Si l'objectif affiché de préserver les terres naturelles et agricoles de l'urbanisation est nécessaire, les choix opérés par le Gouvernement rendent les maires ruraux furieux.

Ce ZAN prévoit en effet que les petites communes qui ont peu ou pas grignoté de terres agricoles ces dernières années ne pourront bientôt plus rien construire. À l'inverse, les grandes métropoles qui n'ont cessé de s'étendre depuis des décennies pourront encore bétonner pendant plusieurs années. Pour les communes rurales, la sanction est sévère : moins de logements, moins de jeunes couples, moins de classes, moins

de médecins... et des maires privés des taxes foncières et des taxes d'aménagement qui constituent leurs principales ressources financières.

Ainsi, la petite commune d'Allineuc dans les Côtes d'Armor (600 habitants) n'aura droit qu'à six permis de construire pour les sept ans à venir. Cette « mise sous cloche » de la ruralité est incompréhensible. Cette nouvelle usine à gaz technocratique est aussi un frein évident aux relocalisations d'activités dont notre pays a grand besoin. Les élus RN s'opposent à ce « ZAN » qui n'aura pour seul effet que de rendre les terrains constructibles plus rares et plus chers tout en renforçant un peu plus la fracture territoriale entre des métropoles toujours plus bétonnées et des campagnes toujours plus délaissées.

LES ÉCHOS :

brèves du Conseil régional

HÔPITAL EN DANGER !

Manque de moyens humains et matériels, lits saturés, urgences régulées... La crise dans les hôpitaux bretons est jugée « apocalyptique » par les soignants. Les élus RN ont déposé un vœu au Conseil régional demandant la mise en place d'un plan d'urgence pour les hôpitaux bretons et la réintégration des soignants suspendus. Les élus de gauche, « écolos » et macronistes ont voté contre tandis que les élus « droite-centre » se sont « courageusement » abstenus.

PATRIMOINE BRADÉ

Isabelle Le Callennec est présidente du groupe « droite-centre » au Conseil régional de Bretagne. Elle est aussi Maire de Vitré. À ce titre elle a décidé de vendre une église et deux chapelles de la commune pour faire des logements. Non, Madame Le Callennec, le rôle d'un maire n'est pas de brader notre patrimoine légué par nos ancêtres mais de le préserver et de l'entretenir afin de transmettre ces témoins de notre histoire et de notre culture commune aux générations futures !

PATRIMOINE DÉTRUIT

39 menhirs ont été détruits à Carnac pour construire un magasin de bricolage... Le permis de construire avait pourtant été accordé alors que le site est à proximité du Tumulus Saint-Michel, en cours d'inscription sur la liste du Patrimoine mondial de l'Unesco. Négligences et incompétences de la Mairie et surtout de l'État : les macronistes ne protègent ni nos concitoyens, ni notre patrimoine. Le délabrement de l'administration étatique est total.

FÊTE DES FOUS !

Après une subvention à l'association « Déconstruire » et ses réunions interdites aux blancs, la Région Bretagne a financé le festival rennais « Dangereuses Lectrices ». Au programme de cette édition ayant pour thème « Le cul » : une « conférence gesticulée » intitulée « Ma petite robe rouge et mes nibards », un atelier d'éducation sexuelle pour enfants/ados et un atelier « Jouets du Cul », « en non-mixité choisie sans homme cis hétérosexuel », où il est proposé « d'allier sexualité joyeuse et écologie en fabriquant des harnais en tous genres et matériaux de récupération. » Autrefois on enfermait les fous, aujourd'hui on les subventionne...

MATRAQUAGE

La majorité de gauche du Conseil régional de Bretagne a décidé de matraquer encore plus les automobilistes en augmentant considérablement la taxe sur les cartes grises. C'est désormais officiel : en Bretagne, les automobilistes paient la carte grise la plus chère de France : 55€ par cheval-vapeur ! La majorité a rejeté notre amendement prévoyant une baisse de la carte grise à 48€/CV. Comme d'habitude avec les élus de gauche, la vache à lait qu'ils ne cessent de traire, c'est l'automobiliste.



BRIDOR : 500 EMPLOIS SACRIFIÉS SUR L'AUTEL DU TOTALITARISME VERT

Alors qu'il avait pourtant obtenu les autorisations administratives nécessaires, le groupe Le Duff a annoncé l'abandon de son projet d'usine de viennoiseries Bridor à Liffré.

Cette décision est extrêmement grave et inquiétante : non seulement elle signe l'abandon pur et simple de la création de 500 emplois dans le pays de Liffré, mais elle montre également qu'une poignée de manifestants radicaux baptisés « écolistes » a eu la peau de ce projet. Notre développement économique est donc pris en otage par quelques ayatollahs de la décroissance. Alors que nous devons relocaliser les activités en France et que notre jeunesse a justement besoin que les entreprises bretonnes investissent localement, le message envoyé ici est désastreux. Le groupe Le Duff ira très certainement installer son usine et ses emplois au Portugal, provoquant ainsi une augmentation... du trafic routier.

Le Président de la Région Loïg Chesnais-Girard, ancien maire de Liffré, réclamait dans son programme « des usines et l'écologie ». Il n'a ni l'un ni l'autre ! Il est désavoué sur ses propres terres.

Vu sur 



Gilles Pennelle
@GillesPennelle

36 heures après l'horrible crime d'un immigré syrien à #Annecy, le Président de gauche du Conseil Régional de Bretagne, Loïg Chesnais-Girard, en transe devant "des œuvres d'art" à #Rennes .



Groupe RN Bretagne
@RNBretagne

« Votre politique culturelle inspirée par le wokisme, ce sera demain de déboulonner la statue de Robert Surcouf à #SaintMalo parce qu'il ne triait pas ses déchets et d'interdire les légendes arthuriennes car elles ignoraient la théorie du genre ! » #CRBZH





UNE BRETAGNE SANS ÉLEVAGE BOVIN : LE PROJET FOU DES PSEUDOS « ÉCOLOS » RELAYÉ PAR LA COUR DES COMPTES !

Le nouveau rapport de la Cour des comptes fait l'effet d'une bombe en Bretagne : il préconise « une réduction importante du cheptel bovin français pour diminuer l'empreinte carbone. » Comme les « écolos » radicaux, ces magistrats s'en prennent désormais à nos éleveurs.

Cette proposition de technocrates parisiens est une grave menace pour la Bretagne, première région d'élevage en France. Elle est à la fois le coup de grâce pour une profession déjà cible de toutes les attaques mais aussi un terrible message envoyé à la jeunesse à l'heure où le renouvellement des générations est un enjeu crucial pour notre agriculture.

Les membres de la Cour des comptes semblent surtout méconnaître le rôle de l'élevage pour la biodiversité : c'est l'élevage bovin qui façonne nos paysages

ruraux et qui permet le maintien de la prairie. Moins de bovins, c'est plus de cultures consommatrices d'eau (maïs...), c'est moins de haies, c'est la disparition pure et simple du bocage, de ces grandes réserves de biodiversité riches en insectes, champignons et en oiseaux. Alors qu'une étude vient de montrer que 57% des oiseaux des champs ont disparu en près de 40 ans, la proposition de la Cour des comptes semble complètement surréaliste !

Renée Thomaidis et Gilles Pennelle visitent le SPACE à Rennes, Salon international de l'élevage



L'INTERVIEW

Gilles PENNELLE

Président du
groupe des élus
Rassemblement National au
Conseil régional de Bretagne



« La nécessaire transition agricole, ce sont nos agriculteurs qui sont en train de la réaliser, pas les bobos trottinette ! »

Vous êtes reconnu au Conseil régional de Bretagne comme un fervent défenseur de l'agriculture bretonne, pourquoi en avoir fait l'une de vos priorités ?

Élu depuis 2015 à la Région Bretagne, j'interviens effectivement très souvent sur ce sujet dans l'hémicycle du Conseil régional. Il ne peut y avoir de Bretagne sans agriculteurs ! L'agriculture est l'un des poumons économiques de la Bretagne. Elle fait vivre des dizaines de milliers de familles bretonnes, elle contribue à notre souveraineté alimentaire, elle façonne nos beaux paysages. L'agriculture bretonne doit cependant faire face à une double menace. Celle bien sûr de l'Union européenne qui multiplie les normes, écrasant les exploitations agricoles, et les traités de libre-échange avec des pays qui ne respectent pas nos règles environnementale et

sociales. L'autre danger est aussi redoutable : c'est le discours toxique des « bobos trottinettes » qui puisent leurs délires dans des livres écrits à l'ombre des tours de béton des grandes métropoles. Ces pseudos « écologistes » sont en réalité des apôtres de la décroissance qui rêvent d'une Bretagne sans éleveurs. Ce discours toxique est malheureusement relayé par des idiots utiles que l'on trouve sur tous les bancs de l'Assemblée régionale à l'exception du RN, mais aussi par l'école où nos enfants sont soumis à un véritable bourrage de crâne.

En défendant le monde agricole, n'êtes-vous pas en fin de compte le défenseur de l'agriculture productiviste ?

Non, certainement pas ! Je rappellerais tout d'abord que le modèle productiviste et ses réels excès a

été imposé dans les années 1960-70 par des politiciens fervents européistes. Ce modèle mortifère selon lequel « plus tu produis, plus tu as de subventions » est le leur. Le comble, c'est que ce sont ces mêmes élus qui osent maintenant donner des leçons aux agriculteurs. Nous sommes au Rassemblement National les défenseurs d'une agriculture familiale, avec des exploitations de taille moyenne qui sont d'ailleurs le principal modèle en Bretagne et qui produisent chaque jour des aliments de grande qualité. Il ne faut pas oublier que le rôle premier de l'agriculture est de nourrir les hommes. La Bretagne doit évidemment continuer de produire, elle doit aussi continuer d'exporter. En faisant évoluer leurs pratiques, au prix de lourds sacrifices, nos agriculteurs sont les premiers acteurs de la transition écologique. C'est à eux qu'il faut faire confiance

pour mettre en place l'agriculture de demain.

Quelles sont vos propositions pour l'agriculture ?

Ce que demandent aujourd'hui nos agriculteurs, ce sont des prix, pas des primes. Cessons de les mettre en concurrence avec des produits alimentaires étrangers à bas coût et imposons enfin à la grande distribution la fin de ses marges abusives. Nos agriculteurs doivent aussi passer plus de temps sur leur tracteur que devant leur ordinateur. Cela passe par la fin de la dictature des normes qui étouffe la créativité et font flamber les coûts de production. Arrêtons de relayer dans l'Éducation nationale et dans les médias le discours toxique de ceux qui ne savent pas faire la différence entre une buse et un merle et qui, en réalité, détestent le monde agricole. ■

TROIS QUESTIONS À DAVID LE QUINTREC, PATRON-PÊCHEUR À LORIENT

David Le Quintrec est à la tête
d'un équipage de 4 marins
à bord de son navire Izel Vor 2



Patrick Le Fur et Florent de Kersaison avec David Le Quintrec

« L'exécutif du Conseil régional méprise la pêche artisanale pourtant indispensable à la Bretagne »

Que pensez-vous de la politique de la pêche menée au niveau européen ?

Bruxelles veut détruire la pêche artisanale au profit des bateaux-usines, tout est fait pour entraver notre travail : quotas, restrictions de zones de pêches, interdiction de la pêche de fond, plan de casse imposé qui détruit des dizaines de navires, multiplication des normes... Toutes ces directives européennes sont en réalité imposées par des ONG pseudos « écolos » qui veulent détruire la pêche. Ces pseudos « écolos » de salon donnent des leçons alors qu'ils ne connaissent rien à notre métier et qu'ils sont incapables de reconnaître un maquereau d'une dorade. 70% du poisson consommé en France est déjà importé mais l'Union européenne continue de tuer la pêche artisanale et le Gouvernement, lui, suit derrière et ne protège pas du tout les marins français. Le coût du gazole nous fait aussi très mal, il n'est pas

répercuté sur le prix du poisson et les aides ne sont pas à la hauteur.

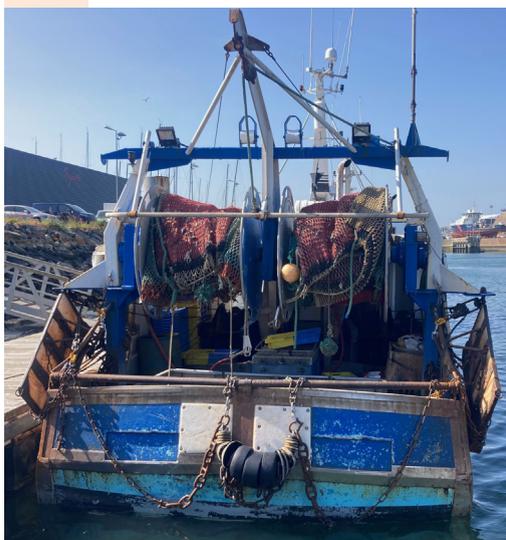
Un projet de parc éolien est en cours entre Groix et Belle-Île, va-t-il impacter l'activité de pêche ?

C'est simple, je travaille 6 mois de l'année dans cette zone de 150 km² pour y pêcher la lotte, la langouste, le lieu jaune et le merlu. Pour les navires fileyeurs comme le mien, ce projet signe l'arrêt de mort de notre pêche. Je ne sais vraiment pas ce qu'on va devenir. On va être obligé de se reporter sur d'autres zones où il y a déjà beaucoup d'autres bateaux. La pêche va être concentrée sur des zones bien plus restreintes. Il y a des nuits, je n'en dors plus tellement j'y pense. Ce que je trouve aussi déplorable, c'est que la manne financière de l'éolien ne sera pas redistribuée aux marins-pêcheurs alors que nous sommes les premiers impactés ! Elle ira dans les caisses des comités de pêche nationaux

qui ne nous représentent plus du tout. Ce projet ne doit pas voir le jour, nous continuons le combat. Il en va de notre survie.

Êtes-vous soutenu par le Président de la Région Bretagne, Loïg Chesnais-Girard ? Le Vice-Président de la Région Bretagne en charge de la mer, Daniel Cueff, nous a certifié avoir rencontré les marins pêcheurs de Lorient et du Guilvinec... Qu'en est-il réellement ?

Nous avons demandé à être reçus par Loïg Chesnais-Girard et son vice-président à la mer mais ils refusent. Daniel Cueff a peut-être rencontré les représentants d'un gros armement comme la Scapêche ou un autre mais ce n'est pas du tout représentatif des pêcheurs côtiers que nous sommes. L'exécutif du Conseil régional méprise la pêche artisanale pourtant indispensable à la Bretagne ! ■



LES ÉCHOS :

l'escroquerie écologiste

DISPERSÉS FAÇON PUZZLE

Le réchauffement climatique a-t-il des conséquences inattendues ? Il ne fait pas seulement disparaître la banquise, il fait fondre aussi les élus « écolos » en Bretagne. Profitant d'une abstention record, la « verte » Claire Desmares était entrée au Conseil régional avec 12 élus... Ceux-ci sont aujourd'hui divisés en 3 groupes, il ne reste plus que 2 élus avec elle.

INCOMPÉTENCE VERTE

Au Conseil régional, la présidente du minuscule groupe des « verts » Claire Desmares s'est récemment emportée violemment contre Prince de Bretagne, la célèbre marque de maraîchers bretons, l'accusant « de verser d'énormes dividendes à ses actionnaires ». Mauvaise pioche ! Prince de Bretagne n'a pas d'actionnaires puisque c'est une coopérative. Une nuance qui n'entre pas dans le logiciel des Khmers verts.

IMMIGRATIONNISME VERDÂTRE

Nous avons dénoncé, en pleine crise du pouvoir d'achat, la nouvelle hausse des tarifs des trains régionaux pour les Bretons décidée par la gauche (+3% pour les abonnés, +1€/voyage pour les occasionnels). Un élu « écolo » a réclamé, non pas une baisse des tarifs ...mais que les « mineurs isolés » étrangers puissent bénéficier de 75% de réduction sur leurs trajets ! Une préférence étrangère scandaleuse au profit d'individus entrés illégalement en France, très souvent majeurs et déjà pris en charge intégralement par les départements aux frais des contribuables.

MONDE TRISTE

La Mairie socialo-écolo de Rennes provoque la légitime colère des pêcheurs. Elle vient d'interdire la pêche dans ses étangs, avec le vote favorable des macronistes, pour « protéger la personnalité des poissons » ! Interdiction du sapin de Noël, du Tour de France, du meeting aérien de Rennes... Ces dingues nous préparent un monde bien triste.

SOUFFRANCE ANIMALE

Comme à Quimper récemment, les boucheries halal se multiplient en Bretagne, remplaçant les boucheries traditionnelles et faisant disparaître le cochon des étals. Rappelons que dans l'abattage halal, les bêtes sont égorgées sans étourdissement dans d'atroces souffrances. La secte L214 ne dit pas un mot contre cela, sa priorité est de s'en prendre aux éleveurs bretons.

ZONES DE FORTE EXCLUSION !

Les élus RN déposent un vœu pour supprimer les ZFE (Zones à Faibles Emissions) PS, PCF, EELV et macronistes votent contre !



Numéro	Commission	Avis

SESSION DES 13, 14 et 15 février 2023

Vœu : Suppression des ZFE

Groupe : Rassemblement National

Rapporteur : Gilles Pennelle

Les zones à faibles émissions mobilité (ZFE-m), créées par la loi LOM de 2019 et renforcées par la loi Climat-Résilience de 2021, seront obligatoires dans l'ensemble des agglomérations de plus de 150 000 habitants, notamment à Brest, Rennes, St Nazaire et Nantes, d'ici le 31 décembre 2024.

Dès le 1^{er} janvier 2025, les automobilistes dont les véhicules sont dotés de vignettes Crit'Air 5, 4 et 3, qui représentent 40 % du parc automobile actuel, ne pourront accéder à ces agglomérations sous peine d'une contravention de 68€ pour les voitures, utilitaires et deux-roues et 135€ pour les camions, même s'ils ont passé avec succès le contrôle technique. Cette mesure s'appliquera à tous, y compris à ceux qui n'habitent pas ces zones ou y vont dans le cadre de déplacements professionnels.

Ainsi, directement ou indirectement, la quasi-totalité de nos compatriotes seront concernés par cette mesure. Les habitants de nos territoires ruraux seront particulièrement impactés lorsqu'il s'agira d'accéder aux métropoles dans lesquelles de plus en plus de services publics, d'entreprises ou encore d'activités de loisirs sont regroupés. Des milliers de familles bretonnes, d'artisans, de commerçants, de livreurs qui ne peuvent se passer de leur voiture et qui n'ont pas les moyens de changer de véhicule seront demain interdits de pouvoir se rendre dans les grandes villes. Selon une étude CSA publiée en mars 2022, 36 % des personnes impactées seraient incapables d'allouer un euro pour acheter un nouveau véhicule Crit'Air 1.

Ces ZFE sont en réalité des zones à fortes exclusions et accentuent la fracture territoriale entre les ruraux et les urbains. Socialement injustes, elles viennent cibler la jeunesse, les ménages les plus modestes et les classes moyennes qui subissent déjà de plein fouet les effets de l'inflation et rencontrent d'importantes difficultés en matière de pouvoir d'achat.

Ce dispositif très contraignant, qui pointe du doigt à nouveau les automobilistes en remettant gravement en cause leur liberté de circuler, nuira particulièrement aux Bretons. Il convient de supprimer cette nouvelle écotaxe, cette injustice sociale terrifiante, véritable bombe à retardement susceptible de raviver la colère des Gilets jaunes.

Le Conseil régional de Bretagne, réuni en session plénière les 13, 14 et 15 février 2023, demande au Gouvernement de supprimer la mise en place des zones à faible émission mobilité (ZFE-m).

« Vous n'avez pas de voiture récente ? Alors vous ne pourrez plus aller travailler, voir votre famille, vous rendre à un rendez-vous médical à Rennes, à Brest, à Nantes ou à Saint-Nazaire. Cette écologie punitive est un incroyable mépris de classe pour tous les Bretons modestes qui n'ont pas les moyens d'acheter une voiture coûteuse. C'est leur dire « vous êtes trop sales pour venir en ville » ! Ces ZFE sont une nouvelle taxe anti-pauvre et anti-ruralité. »



DÉFENDRE NOS TRADITIONS, NOTRE MODE DE VIE, NOS PAYSAGES ET NOS RACINES, C'EST L'UNE DES PRIORITÉS DES ÉLUS DU RASSEMBLEMENT NATIONAL !

BONNE NOUVELLE !

Ingrédient incontournable de nos galettes, le sarrasin avait pourtant quasiment disparu de nos campagnes au profit du blé et du maïs. La culture du blé noir fait actuellement son grand retour en Bretagne ! Même si 70% du sarrasin utilisé en Bretagne vient encore de l'étranger, on ne peut que saluer ce renouveau. Rappelons que la fameuse « complète » vient de remporter le grand concours des plats régionaux au Salon de l'Agriculture !

CIDRE SANS POMME ?

Un nouveau délire de la Commission européenne menace gravement l'un de nos produits phare : la définition officielle du « cidre » selon Bruxelles. Une boisson industrielle suédoise composée de 5% de concentré de pomme, de colorants, de sucre et d'eau pourrait donc elle aussi être appelée « cidre », trompant ainsi largement les consommateurs. Les élus Rassemblement National au Conseil régional de Bretagne ont déposé un vœu pour protéger notre terroir et nos traditions : le cidre, c'est 100% de pomme ou rien !



BRETAGNE BLEU MARINE - Été 2023 - Directeur de la publication : Gilles Pennelle, 283 Av. Général George.S Patton, 35700 Rennes
Crédits photos : Région Bretagne / Adobestock / RN
Les propos de cette lettre n'engagent que leurs auteurs.
Le Conseil régional de Bretagne ne peut être tenu pour responsable des informations fournies.
Imprimé par nos soins - Ne pas jeter sur la voie publique.

Retrouvez l'actualité du groupe des élus régionaux du Rassemblement National sur les réseaux sociaux :



@GillesPennelle
@RNBretagne



@pennellegilles
@RNBretagne

Les conseillers régionaux Rassemblement National vous défendent, soutenez-les !

NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE

JE SOUTIENS L'ACTION DES ÉLUS DU RASSEMBLEMENT NATIONAL AU CONSEIL RÉGIONAL DE BRETAGNE

Coupon à retourner à : Conseil régional de Bretagne, Groupe Rassemblement National, 283 Av. Général George.S Patton, 35700 Rennes

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Courriel : Téléphone :